



PARLEMENT EUROPÉEN

**DÉLÉGATION POUR LES RELATIONS AVEC L'AFRIQUE DU
SUD**

Parlement européen / Parlement sud-africain

9^e réunion interparlementaire

Le Cap

19-25 février 2007

Rapport de M. Lapo Pistelli, président de la délégation, pour la

*commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la politique
étrangère et de sécurité commune*

commission du développement

A. Introduction

La 9^e réunion interparlementaire au Cap s'est déroulée seulement 6 mois après la visite d'une délégation parlementaire sud-africaine, emmenée par M. O. K. BAPELA, président de l'Assemblée nationale (ANC), à Strasbourg en juin 2006; cette nouvelle fréquence des contacts met en exergue l'importance qu'accordent les deux partenaires à la redynamisation du dialogue parlementaire et l'intensité des échanges parlementaires.

Durant la visite, qui s'est essentiellement concentrée sur des projets scientifiques et technologiques, sur l'énergie ainsi que sur des sujets touchant à la santé, le PE était représenté par une délégation parlementaire de 7 membres, présidée par M. Lapo PISTELLI (ADLE); le timing de la visite était très important car il coïncidait avec la présentation du budget lors de la séance plénière du Parlement sud-africain dans la ville du Cap – l'événement le plus important de la politique sud-africaine, après le discours sur l'état de la nation. La délégation a donc assisté à la présentation du budget et a été accueillie par le ministre des finances Trevor Manuel.

Au total, durant leurs 6 jours dans la ville du Cap, les députés du Parlement européen ont participé à plus de 25 réunions avec leurs homologues, les ministres du gouvernement, les ambassadeurs de l'UE, les ONG/centres de recherches, ainsi qu'avec des représentants de la société civile. Il faut également noter que des représentants (notamment des membres du Parlement) des deux branches du MDC (Mouvement pour le changement démocratique) du Zimbabwe ont également été rencontrés en marge des réunions officielles – une opportunité extrêmement précieuse pour les députés européens pour comprendre la situation dans le pays, notamment étant donné les discussions sur le rôle de l'Afrique du Sud dans le désamorçage de la crise au cours de la réunion interparlementaire.

La délégation du PE a participé à des discussions avec les représentants suivants du gouvernement:

- Dr Rob Davies, Ministre adjoint du commerce et de l'industrie,
- M. Aziz Pahad, Ministre adjoint des affaires étrangères,
- M^{me} Buyelwa Patience Sonjica, Ministre des minerais et de l'énergie,
- M. Mosibudi Mangena, Ministre des sciences et de la technologie,
- M^{me} Nozizwe Madlala-Routledge, Ministre adjointe de la santé

À la suite de la réunion interparlementaire, les membres du Parlement sud-africain et les membres du PE ont décidé de demander la création d'une commission parlementaire conjointe UE/Afrique du Sud et ont adopté à l'unanimité une déclaration finale à cet effet (ANNEXE I).

Les représentants des deux parlements, rappelant les dispositions de l'article 97, paragraphe 4, de l'accord sur le commerce, le développement et la coopération (TDCA) entre l'Afrique du Sud et l'Union européenne qui encouragent les parties à faciliter des contacts réguliers entre leur parlement respectif sur les différents domaines de coopération couverts par l'accord, ont souligné que la création d'une commission parlementaire conjointe pourrait favoriser la consultation et la coordination sur les affaires nationales, régionales et internationales.

En effet, une telle dimension officielle fait actuellement défaut dans le TDCA alors qu'elle est généralement présente dans les accords de coopération signés par l'UE. Une commission parlementaire conjointe pourrait de plus offrir le contrôle démocratique nécessaire des décisions

du Conseil de coopération qui ont déjà été prises conformément à l'article 97 du TDCA et pourrait faire des recommandations au Conseil de coopération.

B. Situation en Afrique du Sud

Depuis les premières élections en avril 1994, la démocratie s'est bien implantée; la constitution a été adoptée en février 1997 et les élections de 1999, auxquelles ont pris part 80 partis politiques, ont débouché sur un second mandat de l'*African National Congress* (ANC), qui était cette fois dirigé par M. Thabo Mbeki, l'ancien vice-président de Nelson Mandela.

D'autres élections législatives se sont tenues le 14 avril 2004, élections au cours desquelles l'ANC, encore une fois emmené par le président Mbeki, l'a emporté haut la main face à ses opposants. L'ANC est parvenu à se ménager une majorité des deux tiers des voix; le total des suffrages exprimés par rapport au nombre total d'électeurs inscrits était de 76,7 %. Les élections sont en général considérées comme libres et justes, avec seulement quelques cas isolés d'intimidation et aucune violence, même dans le KwaZulu-Natal, qui était une province à problèmes par le passé.

Les voix recueillies par l'ANC et l'opposition regroupée ont diminué depuis 1994 – les voix pour l'ANC de 12,2m en 1994 à 10,9m en 2004 et les voix cumulées des autres partis représentés au parlement de 7,1m en 1994 à 4,5m en 2004. Les partis d'opposition ont donc perdu plus de terrain que l'ANC depuis 1994. Cependant, entre 1999 et 2004, l'ANC a gagné 277 000 voix et la *Democratic Alliance* (DA) 404 000 voix, le nouveau parti *Independent Democrats* (ID) recueillant 270 000 voix. Les grands perdants ont été le *New National Party* (NNP), l'IFP et le *United Democratic Movement* (UDM). La DA a consolidé sa position de principal parti d'opposition, obtenant 12,4 % des suffrages, contre 9,6 % en 1999. L'IFP a perdu du terrain, totalisant 7 % des suffrages contre 8,6 % en 1999, alors que le NNP (le successeur du *National Party* qui a dirigé l'Afrique du Sud pendant 46 ans de 1948 à 1994) a presque disparu, passant de 6,9 % en 1999 à 1,7 %.

Malgré des prédictions faisant état de l'apathie de l'électorat, l'incapacité du parti au pouvoir à tenir les promesses des élections précédentes et la prise de conscience de la corruption au sein du gouvernement, l'ANC a été confirmé comme le grand gagnant des élections locales du 23 février 2006, récoltant 66,34 % des suffrages. L'ANC était suivi par la DA, à la deuxième place, avec 14,77 %, l'IFP avec 8,05 % et l>ID avec seulement 2,02 %. Les résultats ont offert à l'ANC la majorité absolue dans 223 conseils, cinq conseils municipaux, plus un sixième – le Cap – ayant été gagnés de justesse par la DA devant l'ANC. La DA n'est cependant pas parvenue à obtenir la majorité absolue et a été obligée de s'appuyer sur les petits partis qui ont gagné au conseil du Cap (210 membres).

Le rôle international de l'Afrique du Sud

Au niveau régional, l'Afrique du Sud a joué un rôle important dans la recherche de solutions à différents conflits qui ont éclaté dans la région des Grands Lacs, au Congo et en Angola.

Le Nigeria, le Sénégal et l'Afrique du Sud sont les pays les plus impliqués dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), l'ambitieux plan visant à favoriser le

développement en Afrique par le biais de la démocratie et de la bonne gouvernance. L'Afrique du Sud est également membre à part entière de l'Union douanière d'Afrique australe (**SACU**), un membre actif de la Communauté de développement de l'Afrique australe (**SADC**), possède un statut spécial dans l'accord de Cotonou et est le siège du tout nouveau Parlement africain. L'Afrique du Sud n'est pas directement impliquée dans les négociations pour les accords de partenariat économique mais offre assistance et conseils aux pays de la SADC qui le sont.

En reconnaissance de son rôle continental, l'Afrique du Sud est devenue le premier pays à présider l'Union africaine en 2002 et a été choisie en 2004 pour accueillir le Parlement panafricain. Le NEPAD est aujourd'hui devenu le programme socio-économique officiel de l'Union africaine.

Relations avec l'Union européenne

L'UE est le principal partenaire stratégique de l'Afrique du Sud. Les échanges commerciaux avec l'UE comptent pour 40 % du total des échanges de l'Afrique du Sud. Sur le plan politique, les contacts avec l'UE et ses États membres sont solides et datent du temps où l'UE apportait un soutien inconditionnel à la lutte contre l'apartheid.

Ce partenariat stratégique se reflète dans l'**accord sur le commerce, le développement et la coopération** (TDCA) qui inclut des dispositions sur une zone de libre-échange, une aide financière, la coopération au développement, le règlement des litiges commerciaux, la coopération économique, la coopération sociale et culturelle et le dialogue politique. Le TDCA est entré en vigueur le 1^{er} mai 2004, même si certains de ses chapitres étaient appliqués de façon provisoire depuis le 1^{er} janvier 2000.

Le TDCA UE/Afrique du Sud a été conçu avec une forte composante régionale, pour qu'il ne profite pas uniquement à l'Afrique du Sud mais à toute l'Afrique australe. Pour le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland (les États BLNS), les dispositions concernant la création d'une zone de libre-échange entre l'Union européenne et la République d'Afrique du Sud seront particulièrement significatives dans la mesure où ces pays font partie d'une union douanière (SACU) avec l'Afrique du Sud. Le TDCA a également créé un **Conseil de coopération entre l'UE et l'Afrique du Sud** pour assurer la bonne gestion et l'application correcte de l'accord et pour garantir un contact régulier entre les parties.

Bien que l'Afrique du Sud fasse partie de l'accord de Cotonou, elle ne bénéficie pas des instruments financiers ou des accords commerciaux préférentiels de cet accord. L'**aide au développement** est offerte par l'UE via le programme européen pour la reconstruction et le développement. L'Afrique du Sud a également un accord de prêt avec la Banque européenne d'investissement, ce qui signifie que l'UE est le principal pourvoyeur de fonds du pays, fournissant une aide équivalente à 1,5 % du budget annuel de l'Afrique du Sud.

C. La réunion interparlementaire

i. Le développement de l'UE et le débat constitutionnel

Les discussions ont débuté sur l'état actuel de l'intégration européenne et sur les répercussions que cela pourrait avoir sur les relations UE/Afrique du Sud. M. Lapo PISTELLI a rappelé à l'Afrique du Sud les changements qui sont intervenus dans l'UE, après les derniers élargissements; il a notamment fait référence à l'unanimité nécessaire dans une UE à 27 et à la façon dont la Constitution européenne, si elle avait été ratifiée, aurait permis un processus de prise de décision plus simple.

Historiquement, l'UE a été créée pour faire face à 3 grandes craintes: la peur de la faim, celle de la guerre et celle de l'autre. Comme ces craintes sont maintenant apaisées, l'UE fait face à un vrai dilemme: comment doit-elle se percevoir?



La délégation avec M^{me} Mbete, porte-parole du Parlement sud-africain

La référence à la Constitution a engendré un débat entre les membres de la délégation du Parlement: alors que M. BRADBOURNE avançait que l'euro-scepticisme ne devait pas être assimilé à de l'anti-européisme, d'autres, comme M. MULDER ou M. GAHLER considéraient qu'un débat plus mature avant les référendums français et néerlandais aurait pu être utile. De nombreux membres de la délégation sud-africaine – CAMERER, GIBSON, SITHOLE, MARTINS – ont posé des questions sur le sujet, cherchant à s'assurer que, malgré la non-ratification de la Constitution, les traités précédemment signés seraient toujours appliqués.

D'un autre côté, beaucoup ont senti que le débat sur la Constitution européenne pouvait également apporter des réponses ou des parallélismes dans le contexte du développement de l'Union africaine: de nombreuses années seront bien sûr nécessaires à l'UA pour atteindre le stade d'évolution extrêmement avancé atteint par l'UE, mais M. GIBSON a déclaré: «*nous n'arrêterons pas nos efforts tant que tous nos frères en Afrique ne profitent pas des mêmes valeurs*».

ii. Commerce et agriculture



Parlementaires sud-africains (ANC)

D'autres orateurs se sont penchés sur des problèmes liés au commerce, après le

La discussion est ensuite passée à l'agenda de Lisbonne – les députés européens rappelant les objectifs ambitieux fixés à l'époque. Le fait que ces objectifs ne seront pas atteints prouve le manque de coopération dans les projets scientifiques entre les universités européennes, qui se perdent parfois en conjectures et créent des doublons.

iii. Énergie

Un des plus grands défis auquel l'UE doit faire face est celui de l'approvisionnement énergétique: le consensus veut que l'Europe doit essayer de devenir moins dépendante des sources d'énergie non renouvelables. Les députés sud-africains (CAMERER, RABIE, GIBSON) ont souligné les expériences de leur pays dans ce domaine: l'Afrique du Sud tente de développer l'énergie solaire et peut compter sur des réserves de charbon pratiquement illimitées mais les coûts d'exploitation de ces réserves, en termes environnementaux, peuvent être très élevés. Parmi les membres du Parlement sud-africain, tous semblent penser que, alors que l'Afrique du Sud n'était auparavant pas encline à utiliser l'énergie nucléaire, tous les partis politiques s'accordent aujourd'hui à dire que cette méthode comme la seule à utiliser.

iv. La situation en Afrique du Sud: des défis à relever

M. BAPELA (ANC) a souligné qu'«en Afrique du Sud, la création de la nation est toujours en cours» et, tout en essayant de consolider une société démocratique sans racisme, le pays doit encore faire face aux défis de la transition; améliorer la qualité de vie pour tous les Sud-africains mais aussi contribuer à la lutte contre la pauvreté dans l'Afrique subsaharienne. Comme M. NTULI l'a expliqué, une des autres priorités pour l'ANC est actuellement la lutte contre le VIH/SIDA – un véritable problème de santé auquel le pays doit faire face (avec la tuberculose et la malaria): le gouvernement a adopté une stratégie détaillée qui comprend des campagnes de sensibilisation dans les écoles ainsi que des mesures pour lutter contre la pauvreté. Une autre grande priorité du gouvernement, a expliqué M. BAPELA, reste la lutte acharnée contre la criminalité, bien que l'opposition affirme que le gouvernement n'en fait pas assez: il s'agissait cependant d'un point clé exposé par le président Mbeki dans le discours sur l'état de la nation.

blocage des négociations du cycle de Doha; M. MULDER a souligné que la tendance au PE est que l'UE doit faire des concessions sur l'agriculture, mais l'Inde, la Chine et le Brésil doivent également faire des concessions sur les services. M. GAHLER a de plus ajouté que, alors que l'UE doit probablement réexaminer les modalités des restitutions à l'exportation, si les États-Unis maintiennent leurs mesures protectionnistes comme le *Farm Bill*, cela n'aide pas l'Afrique du Sud.

M. GIBSON (DA) a en effet longuement exposé la nécessité de s'attaquer au plus vite à la criminalité, soulignant que 50 personnes sont tuées chaque jour et que seulement 10 % des meurtriers sont arrêtés. Ces statistiques montrent que, au cours de ces 15 dernières années, le pays a connu 250 000 meurtres; les viols suivent le même modèle et chaque Sud-africain a déjà, directement ou indirectement, fait l'expérience du problème. Le sentiment au sein de la population est très clairement que la réponse gouvernementale a jusqu'à présent été inadéquate. Le principal problème est la mentalité fataliste qui semble être l'attitude la plus répandue. Ces arguments ont cependant été réfutés par M. MARTINS, qui a insisté sur le fait que «le gouvernement fait son devoir» et que,

parmi les citoyens des pays étrangers qui cherchent une vie meilleure en Afrique du Sud, «il y a également des éléments criminels».



Députés sud-africains (DA)

S'exprimant sur le sujet, M. SITHOLE et M. BAPELA ont insisté sur une difficulté supplémentaire, à savoir que la police, avant 1994, était à la tête de l'État d'apartheid; des problèmes comme la violence domestique ou le viol étaient complètement négligés – et, a ajouté M^{me} NTULI, les statistiques d'avant 1994 ne montrent tout simplement pas la réalité. Après 1994, le gouvernement a dû complètement restructurer la police et, ce qui est encore plus difficile, convaincre la population que le nouveau «service de police» était une organisation en laquelle tous les Sud-africains pouvaient avoir confiance.

M. RABIE a tout de même souligné que le problème ne devrait pas être politisé car il est une menace pour la structure sociale entière, «le crime paye en Afrique du Sud aujourd'hui».

v. Économie, chômage et ressources humaines

M. MAGAU et M. RABIE ont expliqué aux députés européens que, en termes de développement économique, les 5 dernières années avaient permis à l'Afrique du Sud de devenir un exemple pour de nombreux pays, dans la mesure où son économie est soutenue et que son développement économique est spectaculaire. Le pays connaît donc aujourd'hui une pénurie de personnel qualifié – principalement dans les secteurs de l'informatique et de l'ingénierie. Cela peut paraître paradoxal car, dans un même temps, le taux de chômage est énorme – principalement en zone rurale (30/40 %). Il faut bien sûr s'attaquer à ce problème spécifique avec des mesures ciblées dans les zones rurales étant donné que la lutte contre la pauvreté est une priorité gouvernementale; en ce qui concerne les mesures à long terme, la réponse se trouve dans les politiques d'éducation qui assurent des opportunités d'emploi et les compétences nécessaires pour tous.

vi. Les relations UE – Afrique du Sud dans le lancement d’un partenariat stratégique: évaluation du TDCA

S’exprimant sur l’avenir des relations entre l’UE et l’Afrique du Sud, M. SOOKLAL, chef de la mission sud-africaine en UE, a rappelé que la révision de l’accord sur le commerce, le développement et la coopération (TDCA) avait été quelque peu retardée; le sujet ne peut cependant pas être examiné séparément de l’accord de partenariat économique (APE) – un point à présent intégré par la Commission européenne et le Parlement européen dans la résolution 24/10. De plus, l’accord sur la science et la technologie «est un des meilleurs que nous ayons» et il semble maintenant que la coopération environnementale puisse prendre place dans le cadre du TDCA. En ce qui concerne l’Afrique du Sud, a poursuivi l’ambassadeur SOOKLAL, «dans l’ensemble, nous sommes d’accord pour dire que le TDCA a très bien fonctionné», même si des problèmes notables, comme le vin et les alcools, sont survenus. Cependant, les principaux domaines qui posent problème ont trait à la mise en œuvre de capacités.

Cependant, pour l’Afrique du Sud, l’articulation entre le TDCA et le partenariat stratégique proposé est claire: le TDCA reste l’instrument juridique contraignant alors que le partenariat stratégique est perçu comme un cadre qui permettra de passer du dialogue politique à la coopération politique; l’Afrique du Sud souhaite des sommets UE/Afrique du Sud réguliers – même si «les mécanismes généraux doivent encore être discutés». La priorité de l’Afrique du Sud est de mettre en avant l’intérêt continental et pas uniquement l’intérêt national, pour permettre au partenariat stratégique EU/Afrique du Sud de renforcer la stratégie de l’UE pour l’Afrique. En effet, comme l’Afrique du Sud pense que l’APC s’est quelque peu «dispersé sur de nombreux fronts» et «a perdu son essence», elle accueille favorablement les 3 stratégies régionales de l’UE pour l’Afrique.



Deuxième jour de réunion avec le Parlement sud-africain

M. SITHOLE a fait valoir un autre point de vue en mettant en garde contre un possible «doublon» et s’est demandé quel serait l’avenir de l’ACP si on mettait maintenant l’accent sur le développement des APE; on peut aussi se demander dans ce contexte si une commission conjointe ACP serait pertinente. Cependant, comme l’ont rappelé l’ambassadeur SOOKLAL et d’autres députés, la commission du développement du PE a intégré la plupart des inquiétudes de la partie sud-africaine. D’un autre côté, il faut être attentif aux sensibilités des pays les moins avancés du groupe d’États SADC / APE au moment de la révision du chapitre du TDCA touchant au commerce.

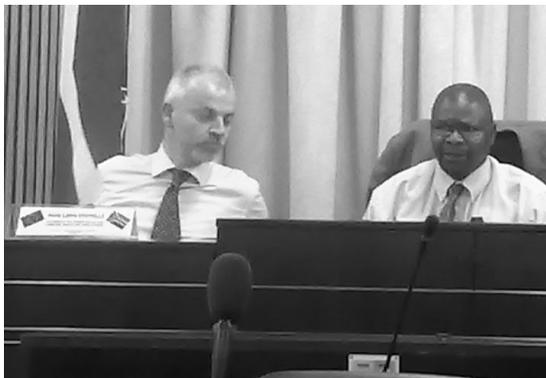
L’ambassadeur BRIET, chef de la délégation de l’UE en Afrique du Sud, s’exprimant sur le sujet, a souligné que l’accord de l’OMC qui est actuellement d’application expirera en 2007 – et le prolonger engendrera des concessions commerciales. De plus, en ce qui concerne la

coopération régionale, il existe un problème de double adhésion: le problème «*doit être résolu ici, pas à Bruxelles, car il s'agit de la responsabilité de la SADC*».

Pour résumer les discussions, M. PISTELLI, président de la délégation européenne, a souligné que l'Afrique du Sud joue actuellement un rôle clé en Afrique subsaharienne et qu'elle est un acteur essentiel de l'Union africaine: la contribution vitale de l'Afrique du Sud dans le renforcement de la démocratie et la gestion des crises est reconnue par le PE et l'UE. C'est précisément cette confiance mutuelle qui, sous l'égide du partenariat stratégique, devrait permettre aux deux partenaires de discuter de tous les sujets de politique étrangère – et notamment de ceux pour lesquels il existe des approches différentes.

vii. Problèmes régionaux....

M. MARTINS a souligné que l'Afrique du Sud «*prend très au sérieux ses responsabilités au sein du NEPAD*» et «*est consciente de la nécessité de renforcer ses partenaires de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU)*». La migration des pays de la SACU doit être examinée au cas par cas selon sa nature, p.ex. économique ou politique. Par exemple, en ce qui concerne les migrants économiques, M. MARTINS a expliqué que le gouvernement sud-africain tentait de faciliter la situation, en leur octroyant des visas de 30 jours pour qu'ils puissent vendre leurs marchandises.



M. PISTELLI et M. BAPELA à la présidence

Comme M. BAPELA l'a de plus expliqué, dans la région de Grands Lacs, l'Afrique du Sud a été invitée à intervenir en raison de son expérience dans la gestion des défis liés à la transition vers une période post-confliktuelle. Dans le Sud du Soudan, on peut envisager les choses avec un certain optimisme car la force de 10 000 hommes déployée là-bas ne rencontre aucun problème opérationnel. Cependant, les députés européens et M. PISTELLI ont souligné que la crise au Darfour devait être prise très au sérieux par la communauté internationale, qui reste relativement silencieuse; il s'agit «*du premier conflit du 21^e siècle*».

La Côte d'Ivoire voit ses élections sans cesse repoussées; cependant, la façon dont la France gère la crise sape les tentatives de résolution de l'Union africaine. En Somalie, a continué M. BAPELA, il n'y a plus de gouvernement élu depuis 15 ans. Ce qui inquiète, c'est la nouvelle implication des États-Unis. Cependant, les capacités de l'Afrique du Sud sont déjà dépassées: comme l'Afrique du Sud fournira le soutien logistique, elle n'enverra pas de force de maintien de la paix.

...notamment le Zimbabwe

Concernant la situation au Zimbabwe, M. BAPELA a déclaré que «les approches différent», dans la mesure où l'Afrique du Sud est engagée «dans des négociations avec toutes les parties prenantes», bien qu'elle déplore les divisions au sein de l'opposition. Les députés européens qui ont pris la parole (MULDER, PISTELLI) ont néanmoins expliqué que l'on devait craindre, à ce stade, «l'implosion du pays». En remettant en question l'approche diplomatique douce promue par l'Afrique du Sud, les députés européens se sont également demandé quelle serait la meilleure façon d'aider l'opposition à créer une alternative réelle au régime de Mugabe.

M. SITHOLE a réfuté le fait qu'une diplomatie silencieuse soit la même chose qu'une diplomatie douce. Alors que le terme «diplomatie silencieuse» a souvent été utilisé pour dénigrer les efforts du gouvernement sud-africain, il a déclaré que ce problème ne devait pas être abordé de façon émotive, car une «diplomatie mégaphone», par exemple, ne ferait pas l'affaire non plus. Par contre, il s'est également demandé «dans quelle mesure des pays de l'UE comme le Royaume-Uni ont contribué à ce que nous voyons aujourd'hui au Zimbabwe?» En ce qui concerne les sanctions imposées par l'UE au Zimbabwe, M. SITHOLE a considéré qu'elle «n'ont eu qu'un impact très limité». En bref, un processus est en marche au sein du Parlement sud-africain pour s'attaquer au problème du Zimbabwe, «mais ne l'avons pas annoncé dans les médias ou devant l'Assemblée conjointe ACP».

Toujours sur le sujet du Zimbabwe, M. BAPELA a ensuite affirmé que «l'isolation ne ferait qu'empirer les choses» ... «nous continuerons à nous engager jusqu'à ce que le président Mugabe plie et quitte le pouvoir... mais ce ne sera pas facile»: alors que tout le monde est d'accord sur l'objectif à atteindre, choisir la bonne tactique est une autre histoire. De plus, M. Mugabe ne voudra jamais quitter le pouvoir de lui-même s'il est convaincu qu'un destin similaire à celui de Charles Taylor du Libéria l'attend.

Enfin, en réponse à la proposition du PE d'empêcher le Zimbabwe de participer à la Coupe du monde 2010 qui sera organisée en Afrique du Sud si le président Mugabe est toujours au pouvoir, la délégation sud-africaine a été catégorique: un tel geste reviendrait à mettre Mugabe et le Zimbabwe sur un pied d'égalité, «une folie que nous ne ferons pas».

*

* *

**Déclaration finale
de la réunion interparlementaire Afrique du Sud / Parlement européen
du 19 au 25 février**

La délégation du Parlement de la République d'Afrique du Sud et la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Afrique du Sud,

Considérant l'importance des liens existants d'amitié et de coopération entre l'UE, les États membres et l'Afrique du Sud, et les valeurs communes partagées par les pays,

Rappelant les dispositions de l'article 97, paragraphe 4, de l'accord sur le commerce, le développement et la coopération (TDCA) entre l'Afrique du Sud et l'Union européenne encourageant les parties à faciliter des contacts réguliers entre leur parlement respectif sur les différents domaines de coopération couverts par l'accord,

Prenant acte des résultats de la réunion interparlementaire des 14 et 15 juin 2006 à Strasbourg sur le renforcement du dialogue parlementaire entre les deux partenaires,

Observant les progrès dans les relations entre l'Union européenne et l'Afrique du Sud au cours de ces dernières années et les bénéfices mutuels retirés par les deux parties grâce au renforcement de leurs échanges et à la coopération dans plusieurs domaines, notamment l'intention de créer un partenariat stratégique,

décident:

1. De demander la création d'une commission parlementaire conjointe pour favoriser la consultation et la coordination sur les affaires nationales, régionales et internationales;
2. De souligner qu'une telle dimension, qui permet l'institutionnalisation du dialogue politique entre les deux institutions, fait actuellement défaut dans le TDCA, alors qu'elle est en générale incluse dans les accords de coopération qui existent entre le PE/CE et des États tiers;
3. Que la commission parlementaire conjointe, qui adoptera plus tard ses règlements, devra principalement réaliser les tâches suivantes:
 - a. créer un forum consultatif permettant aux deux parties de se rencontrer et échanger des points de vue;
 - b. assurer des contacts réguliers entre les parties sur les différents domaines de coopération couverts par le TDCA;
 - c. offrir le contrôle démocratique nécessaire des décisions du Conseil de coopération qui ont déjà été prises conformément à l'article 97 du TDCA,
 - d. être capable de faire des recommandations au Conseil de coopération,

- e. proposer des points spécifiques à inclure à l'agenda du Conseil de coopération,
- f. renforcer les communications, améliorer la compréhension mutuelle et tirer le meilleur des expériences de l'autre.

ANNEX II

EUROPEAN PARLIAMENT

DELEGATION FOR RELATIONS WITH SOUTH AFRICA

19 - 25 February

CAPE TOWN

Sunday, 18 February

Individual arrival of Members in Cape Town, and transfer to the hotel:

Vendome, 20 London Road Sea Point, Cape Town 8005

18.00 EP Secretariat meeting with the EC DEL on logistics

Monday, 19 February

13:00 Departure from Hotel Vendome to the
CT Hotel School, Beach Road, Mouille Point, Cape Town

13.15 - 15.00 Working Lunch with Civil Society on Zimbabwe [Hotel School]

Mr. Roy Bennet, Paul Themba Nyathi (Movement for Democratic Change representatives)
Mr. Brian Raftopoulos (Institute for Justice and Reconciliation)
Ms Joan Brickhil (SA Liaison Office)
Mr. Isaac Maposa (Zimbabwe Institute).

15.00 - 16.30 EC Delegation Briefing [Hotel School]

16.45 – 17.30 Meeting with civil society on Governance, Corruption issues
[Hotel School]
Institute for Security Studies, Institute for Democracy in SA

19.30 - 21.00 Reception hosted by the EP Delegation
Mount Nelson Hotel
76, Orange street , Cape Town 8001

Tuesday, 20 February

08.20 Leave hotel

09.00 - 10.00 Medical Research Council visit
Francie van Zijl Drive, 7500 Parrow Valley
Representing the MRC and collaborating groups : Dr Niresh Bhagwandin, Ms Elise Levendal, Dr Charles Mgone

10.45 - 12.00 Briefing on the Koeberg Pebble Bed Modular Reactor
Cape Town Routes Unlimited, 7th Floor, St Georges Mall

12:40 Arrival at the SA Parliament Precinct
Participants are invited to carry IDs

13.00 - 13.45 Finger lunch with Dr Rob Davies,
Deputy Minister of Trade & Industry.
120 Plein street, 4th floor , Parliament buildings

14.00 - 14.45 Meeting with Ms Buyelwa Patience Sonjica,
Minister for Minerals and Energy,
Room M 46, Mark Building, Parliament

15.00-15.30 Meeting with Mr Mosibudi Mangena,
Min. of Science and Technology

16.00-17.30 Meeting with EU Heads of Mission at the Consulate General of the
Federal Republic of Germany,
19th Floor, Safmarine House, 22 Riebeek Street, Cape Town

18.30 - 20.00 Reception hosted by the German Presidency
The Ambassdor's Residence,
Kirstenberg 3, Glastonbury Drive, Bishops court.

Wednesday, 21 February

08.00 Leave hotels

Group A
Visit to the Cape of Good Hope

Group B

08.30 – 09.30 Meeting on the SKA project (Square Kilometer Array)
Lonsdale Office Park, Lonsdale Road 1, Pinelands

10.00 - 11.30 International Centre for Genetic Engineering and Biotechnology
(ICGEB)
UCT Medical School, Anzio Road, Observatory

12.00 - 12.40 ***Own expenses lunch***
The 5 flies restaurant, 14 Keerom St, tel 021-4244442
departure to SA Parliament

13.00 Arrival of the EP Delegation at Parliament
National Assembly

13.30 - 15.30 Speaker's Bay for Budget Speech
National Assembly

15.40 – 16.45 Reception hosted by The Treasury on the occasion of the Budget
speech

17.00 - 17.45 Meeting with Ms. Nozizwe Madlala-Routledge
Deputy Minister of Health

19.30 - 22.30 Dinner with civil society on
Transformation & Reconciliation and Land Reform in South Africa
guests:

Charles Villa-Vincezo, Institute for Justice and Reconciliation
Rogier van den Brink, World Bank, SA Office
Dr Fanie Du Toit, Institute for Justice and Reconciliation

[own expenses]
19th Floor, 1 Lower Long Street, Arabella-Sheraton Tower restaurant,

Thursday, 22 February

08:10 Leave Hotel

08.30 Arrival of EP delegation at Parliament

08.45-9.30 Meeting with M. Aziz Pahad,
Deputy Foreign Affairs Minister

09.30 – 10:00 Courtesy call on Ms Baleka Mbete,
Speaker of the National Assembly

10.00 - 11.00 Meetings with political parties : Democratic Alliance

11.00 - 11.20 Coffee break

11.20 -12.20 Meeting with the Inkatha Freedom Party

12.30 - 13.00 Meeting with the ANC

13.00 - 14.00 Working Lunch (SA Parliament dining hall)

14.00 - 15.30 First working session with the SA Parliamentary Delegation

15.30 Coffee break

15.50-17.30 Second working session with the SA Parliamentary Delegation

17.30 EP Delegation departs Parliament
Return to Hotel

18:45 *Leave Hotel*

19.30 Official dinner hosted by
House Chairperson Obed Bapela
Moyo, Stellenbosch

Friday, 23 February

08:00 *Leave Hotel*
09.30 - 11.00 Meeting with SA Parliamentary Delegation
11.00 Coffee break
11.20 - 12.30 Meeting with SA Parliamentary Delegation
12.30 - 13.30 Working Lunch
National Assembly dining hall
13.30 EP Delegation departs Parliament for Robben Island
14.00 - 18.00 visit to Robben Island (organised by SA Parliament)
free evening

Saturday, 24 February

08:45 *Leave Hotel*
09.30-12.45 Visit to EU funded Project
PDHCP: Partnership for the Delivery of Primary Health Care
*(visit to the Tehilla Community / Mimosa Village, Belhar township:
viewing at first hand the difficulties of providing comprehensive
primary health care in poor and marginalised communities)*
Midday Working lunch with Member of Executive Committee for Health for
the Western Cape province
Moyo, Stellenbosch
15.15 - 17.15 Wine route tour
Neethlingshof
Evening free

Sunday, 25 February

morning optional cultural element
visit of Greenmarket square
visit of Table Mountain

13:00 end of the official programme
15:00 - 16:30 Debriefing with EC

EUROPEAN PARLIAMENT

DELEGATION FOR RELATIONS WITH SOUTH AFRICA

9th EP / South Africa Interparliamentary Meeting 19 - 25 February 2007 CAPE TOWN

List of EP participants (11) (01/02/2007)

<u>Members (7)</u>	<u>Group</u>	<u>Country</u>
PISTELLI Lapo , Chairman • Committee on Economic and Monetary Affairs	ALDE	Italy
THOMSEN Britta , 1 st Vice-chairman • Committee on Industry, Research and Energy	PSE	Denmark
MULDER, Jan • Quaestor • Committee on Budgets	ALDE	Netherlands
GAHLER Michael • Committee on Foreign Affairs, VP	PPE-DE	Germany
BADIA i CUTCHET, Maria • Committee on Culture and Education	PSE	Spain
BRADBURN Philip • Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs	PPE-DE	United Kingdom
VAIDERE Inese • Committee on Foreign Affairs	UEN	Latvia

Secretariat of the Delegation (2)

M.Philippe **KAMARIS**
Mme Germana **CARNAZZA**

Political groups staff (2)

PSE Evangelos **LEPOURAS**
ALDE Niccolò **RINALDI**

PPE-DE Group of the European People's Party (Christian Democrats) and European Democrats
PSE Group of the Party of European Socialists

ALDE
UEN

Group of the Alliance of Liberals and Democrats for Europe
Union for Europe of the Nations Group